



Carrefour se désengage socialement :

Pres de 25% du parc des supermarchés et 10% des hypermarchés en location gérance en moins de 3 ans

Carrefour, dans sa recherche de réduction de coût, nous informe qu'elle envisage de passer dès 2020 + de **54 supermarchés Market** et **12 hypermarchés** en France.

Sur les Alpes Maritimes 3 Magasins sont concernés, celui de Nice Gorbella, celui de Nice Californie et celui de Mougins Refuge.

La mise en location gérance des magasins consiste à céder temporairement le fonds de commerce à un tiers moyennant le paiement d'une redevance. C'est un moyen pour le groupe Carrefour de se désengager socialement quant à l'avenir de ces enseignes.

Les salarié.es de ces magasins sont transféré.es dans une nouvelle société et ne sont donc plus sous contrat avec le groupe Carrefour.

La CGT dénonce cette stratégie de désengagement à des fins purement financières, avec pour les salariés des conséquences sur les conditions de travail, les conditions sociales forcément tirées vers le bas, et des risques sur la pérennité des emplois.

Sur l'emploi, c'est un risque de diminution des effectifs à hauteur de 30% qui se profile dans l'année à venir.

Sur les conditions de travail, c'est une dégradation certaine des conditions de celles-ci, dues aux changements d'horaire et autres pressions pour, par exemple, travailler le dimanche.

Socialement c'est la perte du peu d'avantages, tels que, la prime de vacances et autres avantages liés à l'appartenance au groupe.

La CGT n'a pas vocation à définir la stratégie de l'entreprise, néanmoins, notre organisation syndicale ne laissera pas les locataires gérant détruire les conditions de travail et les avantages sociaux sans réagir.

La CGT appelle l'ensemble des salariés des magasins mis en location gérance à s'organiser, à lutter afin de préserver et améliorer les conditions de travail, préserver et développer l'emploi et conserver les avantages sociaux liés au groupe.

La CGT demande par ailleurs que le groupe Carrefour s'explique sur l'utilisation du CICE. En effet ce sont plus de 700 M€ d'argent public qui ont été largement attribué au groupe sans aucune contrepartie.

Dans le même temps Carrefour a largement rémunéré ses actionnaires en laissant se développer la précarité et le dumping social.